

Conseil Municipal du 28 novembre 2014
Intervention d'Irène Félix

Monsieur le Maire, mes chers collègues,

Il se peut que mon intervention soit un peu longue mais le dossier le mérite. J'aborderai trois points : l'histoire ; le moment présent ; et puis l'avenir.

C'est le 19 décembre 2008 que le Conseil Municipal a adopté le premier programme et le règlement d'un concours d'architecte dont l'objet était la rénovation de la Maison de la Culture. Les travaux étaient estimés à 9,7 millions d'euros hors taxe et le total du chantier à 12,8 M€ HT. Le groupe que je présidais s'est associé sans réserve à cette proposition que nous attendions avec impatience. Déjà, depuis un certain temps, notre vieille maison de la culture présentait quelques signes de faiblesse.

Un projet de rénovation sur site est donc lancé, un site dont chacun convient qu'il est contraint mais dont la charge symbolique semble, à l'époque, n'échapper à personne. Etrangement, alors que toute la difficulté de l'exercice est de faire entrer dans un volume limité un programme techniquement exigeant, il n'est pas mis à disposition des concepteurs l'intégralité de l'ancien pôle culturel, Maison de la Culture, Institut de Musique Electroacoustique et Ecole de Musique. Le projet devra tenir dans l'ancienne Maison de la Culture et l'IMEB, sans investir la rue Jean Baffier. La contrainte n'en est que plus forte mais le projet, imparfait peut-être, de compromis, sûrement – mais le compromis grandit ceux qui en sont les artisans – ce projet est validé, je le rappelle, par toutes les parties.

2009, 2010, 2011, 2012 : les années passent et les réajustements se succèdent. De 12,8 M€ HT, le coût total passe à 13,3, puis 14,1, puis 16,1, puis 19,0. Le Plan Local d'Urbanisme doit être réajusté en cours de route, le programme est revu, des fondations spéciales s'avèrent nécessaires qui n'avaient pas été prévues, les résultats des appels d'offre se révèlent beaucoup plus coûteux qu'estimé. Malgré cette succession de correctifs qui montrent combien l'évaluation initiale du projet a été sommaire, malgré les délais qui s'accumulent et, déjà, font craindre la perte des financements européens, parce que nous voulons pour Bourges une belle Maison de la Culture, nous accompagnons ces évolutions.

Ce que nous ne savions pas encore, c'est qu'une entente surprenante – pour ne pas dire plus – entre le Maire de Bourges et la Direction Régionale des Affaires Culturelles avait été nouée pour passer outre les obligations de fouilles archéologiques sur un site dont la riche histoire était connue de tous les spécialistes – et bien sûr, des services de la ville et de la DRAC. Mi-2012, alors même que les marchés de travaux sont déjà passés, cette entente est mise à mal par l'application logique de la loi : des fouilles sont exigées par la Ministre. Elles auront un coût d'autant plus élevé que tout était prévu sans elles et qu'il faudra payer des frais de retard de chantier. L'estimation du coût total du projet grimpe alors à 24,6 M€HT. On aurait pu faire de ces fouilles une opportunité pour mieux connaître l'histoire de Bourges. Mais la réaction du Maire est brutale : cet épisode sert de prétexte pour changer de site. Nous dénonçons alors une gestion désastreuse du dossier et disons notre désaccord pour ce changement de lieu.

Le 24 mai 2013, votre majorité décide l'arrêt du projet de réhabilitation et vote des crédits supplémentaires pour sécuriser un bâtiment qui n'est plus qu'une façade fragilisée. Notre

groupe refuse de participer à « l'enterrement » de ce premier projet pour lequel, fin 2013, 6,8 M€ ont été dépensés. 2 M€ de fonds européens sont perdus et bientôt l'argent du Contrat de Projet Etat Région 2006-2012.

Le 20 septembre 2013, un nouveau programme est lancé pour reconstruire la Maison de la Culture sur un nouveau site, mal défini, sur les pentes de Séraucourt. Les socialistes et les verts votent contre ce projet face auquel – parce que nous sommes très attachés à ce que Bourges ait effectivement une Maison de la Culture - nous continuons de défendre une réhabilitation de l'ancienne maison, incluant l'ensemble de l'ancien pôle culturel. Nos arguments, largement développés à l'époque, sont les mêmes qu'aujourd'hui :

- la Maison de la Culture de Bourges est symboliquement attachée à un bâtiment ;
- éloigner l'équipement du centre ville va contribuer à l'affaiblissement de l'animation berruyère ;
- l'esplanade Séraucourt, dans ses aspects naturels et paysagers, doit être préservée ;
- il n'y a pas eu de comparatif de coût global sérieusement effectué et rendu public entre divers scénarios ;
- le chantage sur la suppression du label scène nationale n'est pas crédible – la question du niveau de financement de l'Etat en revanche, est un réel enjeu ;
- donner à l'ancien site une autre vocation représente un budget supplémentaire dont Bourges ne dispose pas.

Il n'y a qu'une chose que nous n'avions, je dois le dire, pas envisagé, c'est la maladresse que vous commettiez en commençant, sans aucune information, par supprimer le skate-park. Pour tout le reste, les raisons de douter de votre projet étaient bien là. Nous les avons développées lors de la campagne électorale.

A l'issue de cette campagne, que nous avons perdue, nous avons, en quelque sorte, fait vœu de silence. Nous n'avions l'intention de le rompre qu'à l'occasion de ce conseil et, de fait, nous avons été fidèles à nos intentions.

C'est pourquoi nous avons été les premiers étonnés de voir un mouvement de grande ampleur, studieux, déterminé, joyeux et fraternel se structurer, très rapidement, au cours des dernières semaines, pour demander le réexamen du dossier. Ce mouvement, que nous n'avions pas réussi à fédérer il y a un an, c'est vous, finalement, avec toute une série de signaux négatifs, qui l'avez suscité. Et pourtant, vous aviez été alerté, par les collectivités départementales et régionales, sur le fait que le flou qui entourait votre projet nourrissait toutes les inquiétudes.

Ce mouvement, vous l'avez suscité en démolissant sans avertissement et sans perspective un skatepark, un des rares lieux d'évolution libre fréquenté par les jeunes de Bourges, alors même qu'une association vous avait proposé son aide pour penser une alternative.

Vous l'avez suscité en projetant d'abattre des arbres avant même d'avoir rendu public un projet qui aurait pu – sait-on jamais ? - fédérer, faire rêver. Nous vous demandons de dire, publiquement, combien d'arbres seront abattus sur l'ensemble du chantier.

Vous l'avez suscité en décidant successivement une augmentation forte d'impôts locaux et l'arrêt du financement de plusieurs manifestations culturelles. En mettant ainsi en évidence l'extrême fragilité financière de la ville, vous avez conduit chacun à s'interroger sur la capacité de Bourges à porter à la fois un projet de nouveau bâtiment, la rénovation de l'ancien

site et puis tous les autres projets, culturels ou non, existants ou attendus dans la ville. Vous avez nourri le doute.

Ce mouvement, vous l'avez suscité en refusant sur le dossier la transparence qui aurait permis la comparaison sereine de différentes options pour la Maison de la Culture. Cette maison que nous revendiquons tous fièrement comme étant partie du patrimoine national, méritait un véritable débat public. Or à aucun moment, les Berruyers, usagers et non usagers, n'ont été invités à réfléchir ensemble sur le projet pour le faire leur. Au lieu d'avoir une ville entière fière de partager votre projet, vous avez 5000 personnes qui veulent autre chose – la reconstruction sur site de leur Maison de la Culture.

Ce mouvement, vous l'avez justifié, enfin, et c'est un comble, en ne respectant pas, une nouvelle fois, la loi, et en envisageant d'abattre les arbres de la place Séraucourt alors même que l'avis obligatoire de l'architecte des bâtiments de France n'avait pas été sollicité. Il n'est pas bon qu'il faille attendre que la mobilisation se fasse dans la rue pour que la loi soit respectée par ceux qui sont au pouvoir. Je dis ici mon respect et ma considération pour tous ceux qui se sont mobilisé avec sincérité et je salue le remarquable travail de modération d'un grand nombre de citoyens militants pour que les choses se passent sans que personne ne se mette ou ne soit mis en danger.

C'est donc le résultat du programme, lancé le 20 septembre 2013, que vous nous présentez aujourd'hui. Nous avons, je l'ai dit, voté contre. Aucun des quatre projets ne saurait donc nous convenir.

Mandatés à l'unanimité par nos formations politiques locales, nous choisissons donc de ne pas choisir parmi ces projets.

Nous attirons l'attention de l'ensemble des conseillers municipaux sur le fait qu'aucun plan de financement n'a à ce jour été présenté au Conseil Municipal.

Et maintenant ? A l'issue de ce conseil, nous le savons, le projet que vous nous proposez sera adopté. Parce que la démocratie, c'est cela, nous en prenons acte. Il devient le projet de Maison de la Culture de Bourges, non parce qu'il n'y avait pas d'autre solution, camarades – nous avons eu l'assurance inverse - ; mais parce que la droite a gagné les élections. « There is no alternative » deviendrait-il votre slogan ? Nous en suivrons les évolutions avec intérêt et vigilance, de même que nous suivrons avec intérêt et vigilance les propositions qui seront faites sur l'ancien site – et surtout leur calendrier.

Mais si la démocratie c'est le respect du vote majoritaire, c'est aussi le respect de la loi. Il faudra, sur ce projet, enfin, que la loi soit respectée. A défaut, vous ne sauriez vous étonner de voir des recours se former et de nous voir, à nouveau, mettre en cause votre choix. Votre prédécesseur avait voulu, avec la complicité de la DRAC, passer outre les procédures en matière d'archéologie. En omettant de demander son avis à l'architecte des bâtiments de France avant d'abattre les arbres, vous venez de tenter d'en faire de même avec la protection des bâtiments historiques.

Parce que nous voulons, pour Bourges, une Maison de la Culture épanouie dans un lieu qui lui ressemble, nous vous enjoignons de mettre fin à ces pratiques détestables et de conduire, enfin, ce projet, dans la transparence, avec rigueur et discernement. Dans le prolongement du propos du Président de la République hier, rappelant que, pour les grands projets, la démocratie participative doit devenir la règle, nous vous invitons à rétablir le dialogue et à ouvrir, enfin, le débat pour l'avenir.